



Déclaration de la FIMARC

INVESTISSEMENTS EN AGRICULTURE

Nous, Responsables de la FIMARC (Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques) d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe, réunis à Assesse en Belgique du 25 au 27 avril 2012 pour une session de formation, portant sur les « Investissements en agriculture, défis et impacts, quelles opportunités pour les petits paysans ? », déclarons :

La petite agriculture familiale est la forme la plus importante de production alimentaire qui permet la multiplication et la préservation des cultures biologiques traditionnelles partout dans le monde. 85% des produits alimentaires sont consommés localement ou à l'intérieur des frontières nationales.

Les petits producteurs: paysans, pêcheurs, bergers, femmes et peuples indigènes jouent un rôle très important dans l'augmentation de la productivité, dans les récoltes écologiquement soutenables et culturellement appropriées.

Ils nourrissent plus de 70% de la population mondiale.

En créant de l'emploi, en maintenant de bonnes pratiques culturelles, en promouvant le développement rural durable et en préservant les écosystèmes, les petits agriculteurs sont des acteurs économiques et sociaux, à part entière, dans la société d'aujourd'hui. La plus grande part des investissements en agriculture en terme de capital et de savoir faire est, de loin, réalisée par ces mêmes petits producteurs.

En investissant dans les agrocarburants et les monocultures, les multinationales et certains états violent les droits humains de millions de petits agriculteurs, dans de nombreux pays, en les privant de leurs terres et d'autres ressources productives. Ces compagnies et ces états sont maintenant les principaux investisseurs privés, en agriculture. Ils investissent dans la production et la transformation agricole, cherchant des opportunités pour acheter, à bas prix, les terres "prises" aux paysans.

La tendance actuelle des transnationales agricoles est de contrôler directement le système agricole qui amène à une intégration verticale de plus en plus forte de la chaîne alimentaire, piégeant les paysans dans les dettes et dans la pauvreté y compris quand il s'agit de contrats paysans.

Certains gouvernements essayent d'assurer leur sécurité alimentaire en acquérant des terres agricoles et des capacités productives à l'étranger et en consentant des investissements agricoles à partir de corporations nationales. Dans de nombreux pays, les gouvernements signent des contrats de location à long terme et à grande échelle, avec d'autres pays et avec des investisseurs privés. Cela a pour résultat que les paysans perdent leur contrôle sur la terre, et sur les ressources naturelles. Il faut alors lutter sans cesse pour se réappropriier l'organisation du marché. L'investissement humain et social est donc crucial pour assurer une vie de qualité aux petits paysans.

80 % des personnes les plus vulnérables vivent dans des zones rurales. L'augmentation de la volatilité des prix des produits alimentaires au cours de ces dernières années et la crise climatique ont augmenté la pauvreté, les déplacements de population, la faim et la malnutrition. Cela est dû au fait que l'aide au développement et la part réservée à l'agriculture et au développement rural, dans les budgets des pays du Sud, sont bien trop faibles..

Les impacts négatifs (économiques, sociaux, de genre et environnementaux) causés par les énormes plantations et les multinationales contre la petite agriculture ne sont pas prises en compte par les politiques agricoles actuelles dans de nombreux pays, violant les droits des petits producteurs.

Les petits producteurs ont besoin de politiques qui soutiennent leur production et les protègent du secteur corporatiste. Des investissements publics en agriculture sont nécessaires pour mettre un terme à la faim, en assurant le droit à l'alimentation, en augmentant les capacités de production alimentaire durable des petits producteurs et en créant des conditions décentes pour les travailleurs agricoles. Les investissements doivent prioritairement renforcer les systèmes locaux de production et la production de nourriture biologique des petits paysans, avec une attention spéciale pour les femmes et les jeunes.

Propositions / Positions

Les politiques d'investissements agricoles et alimentaires devraient être basées sur la souveraineté alimentaire qui vise à renforcer les systèmes alimentaires locaux et soutenables, qui permettent le droit à l'alimentation et renforcent la sécurité alimentaire.

Les Services Publics, les politiques agricoles et les investissements devraient renforcer et soutenir la petite production alimentaire durable pour augmenter la résilience des systèmes alimentaires locaux et donc renforcer les marchés locaux et nationaux.

Les politiques nationales devraient permettre et soutenir les investissements des petits producteurs avec une attention spéciale pour les femmes et les jeunes producteurs.

Les investissements et les politiques publiques devraient se centrer (localement et d'une manière participative) sur le soutien aux modèles de production qui minimisent les impacts négatifs sur l'environnement, contribuent à restaurer les écosystèmes et promeuvent la résistance au changement climatique.

Il faut mettre en place un mécanisme effectif qui permette la participation inclusive des petits paysans et des ruraux dans la définition des politiques d'investissement et des programmes qui concernent l'agriculture, la valeur ajoutée des produits et le développement rural.

Nous appelons à cesser les investissements à grande échelle qui promeuvent l'accaparement des terres et qui privent les populations locales de leur accès et de leurs droits aux ressources naturelles et à la vie rurale.

Nous appelons à assurer des prix justes et des politiques de marchés qui génèrent des revenus pour tous les petits exploitants, pour leur permettre l'accès à des ressources productives et la connexion aux marchés locaux et nationaux, en renforçant leur pouvoir au sein des chaînes de production.

L'investissement public devrait soutenir les petits producteurs, conduire des recherches en prenant en compte leurs besoins réels ; renforcer les systèmes de connaissance existants qui sont essentiels pour l'innovation ; augmenter les capacités locales pour sauvegarder les ressources alimentaires, écologiques et génétiques sur les terres tout comme les ressources en eau, sachant que les ressources naturelles sont destinées au bien commun.

Les gouvernements devraient dédier un pourcentage conséquent de leur budget national pour soutenir la petite production durable, la recherche publique, des réformes agraires adaptées, des systèmes de transformation et de commercialisation dans le cadre de la souveraineté alimentaire.

Une évaluation et un mécanisme de contrôle sont nécessaires pour mesurer l'impact des investissements des grandes compagnies et pour prévoir les risques qu'elles génèrent. Ce mécanisme de suivi devrait aussi analyser les directions dans lesquelles, tant les investissements publics que privés, sont dirigés afin d'introduire des mesures correctives, quand cela s'avère nécessaire.

Il faut promouvoir un secteur autonome de petits producteurs de produits alimentaires contribuant, non seulement à la production d'aliments mais aussi à la sécurité alimentaire, à la création d'emploi, à la protection de l'environnement, à la sécurité sociale et à la réduction de la pauvreté.

Nous reconnaissons que l'agriculture durable qui adopte des approches agroécologiques est essentielle afin d'augmenter la résilience et combattre les effets négatifs des changements climatiques.

Nous appelons les États pour qu'ils aillent au delà de la fourniture d'infrastructures et d'informations mais aussi pour qu'ils assurent l'accès aux ressources et régulent les marchés locaux, régionaux et nationaux.

Nous appelons les gouvernements des USA et de l'UE à renoncer à leurs projets sur les agrocarburants et aux subventions et tarifs sur leur production et leur transformation. Toute expansion des agrocarburants accélérera fatalement l'accaparement des terres .

Nous en appelons à la mise en œuvre immédiate du Guide volontaire sur la tenue de la terre et des ressources naturelles afin de protéger des accapareurs, le droit à la terre des populations locales.

Les États et les autorités publiques devraient investir dans l'agriculture paysanne dans le cadre d'un réel partenariat avec des organisations paysannes.

Nous en appelons aux États membres des Nations Unies pour qu'ils assument leur rôle de défenseur des droits humains de leurs concitoyens et qu'ils stoppent les institutions qui s'investissent dans le vol de terres. Enfin, que l'ONU défende les droits des petits paysans contre les corporations qui sont présentes dans l'agroindustrie, uniquement pour engranger les profits.

Conclusions/ Actions et engagements

La mise en œuvre des droits humains et de la souveraineté alimentaire sont des éléments clé pour résister au néolibéralisme, pour relocaliser les productions et pour garantir le droit à l'alimentation.

La souveraineté alimentaire devrait être un outil permettant d'alimenter l'espèce humaine en préservant une agriculture paysanne et en respectant les droits des petits exploitants..

L'usage essentiel de la terre est de permettre aux petits paysans de nourrir l'espèce humaine ; la

nourriture n'est pas une marchandise, c'est un aliment pour tous. Pour cela nous refusons les agro carburants qui transforment la production d'aliments en production d'énergie ; nous refusons les OGM qui créent la dépendance des paysans par rapport aux transnationales ; nous refusons les produits chimiques qui empoisonnent les gens, la terre, l'eau et l'environnement.

Notre travail a pour objectif de permettre aux paysans de contrôler les ressources naturelles, la production, la transformation et le commerce de leurs produits. Nous voulons aider les petits paysans à satisfaire leurs besoins pratiques (manger et avoir une vie meilleure), leurs besoins symboliques (trouver et donner sens au travail du paysan) leurs besoins stratégiques (créer des réseaux et des alliances.)

Nous devrions améliorer les mécanismes opérationnels pour créer, développer une démocratie politique avec les Femmes et les Hommes des communautés paysannes, en renforçant leurs Organisations Professionnelles.

Nous devrions promouvoir l'éducation de même que la formation technique et sociale.

Nous continuons à travailler au sein des réseaux et des alliances au sein d'organisations de la société civile qui partagent nos buts aux niveaux local, national, régional et international.

Comme Responsables des organisations de ruraux et de paysans affiliées à la FIMARC, nous souhaitons marquer notre solidarité avec toutes les organisations qui défendent les droits des petits paysans contre l'invasion des multinationales et de leur cohortes.

ASSESE, le 27 avril 2012
Comité Exécutif de la FIMARC

FIMARC

Rue Jaumain 15

Assesse, Belgium

Tel: +32 83 65 62 36

Fax: +32 83 65 62 36

E-mail: fimarc@skynet.be